

L'EX-MINISTRE ABDELATIF BENACHENHOU :

«Le temps des vaches maigres arrive»

L'Etat doit assurer un rôle de stratège et interventionniste socialement et l'attractivité économique et financière du pays doit être renforcée, selon M. Abdelatif Benachenhrou. L'ancien ministre des Finances estime qu'au regard de la période des «vaches maigres» qui arrive, les grands programmes d'investissements publics doivent être revus.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les participants, hier à l'hôtel Hilton, à une session plénière de la 6^e Conférence stratégique internationale sur les opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie ont eu à connaître l'appréciation de M. Abdelatif Benachenhrou, conseiller du président de la République et ancien ministre des Finances, sur les répercussions de la crise financière internationale sur l'Algérie.

A ce propos, M. Abdelatif Benachenhrou a constaté que l'économie mondiale entre dans une phase de récession et de ralentissement de la demande, qui risque de perdurer deux à trois ans. En outre, dans le contexte de «déprime» mondiale, d'«incertitudes et d'imprévisibilité», l'on s'installe selon

l'orateur et pour une période donnée, «combien de temps ?», dans un «marché d'offreurs», de prix pétroliers en baisse et des difficultés pour l'industrie pétrolière. Abordant le cas Algérie, l'ancien ministre des Finances a considéré que l'économie nationale affiche une «croissance de plus en plus molle».

Or, 85% des investissements et entre 60 et 75% de l'épargne nationale sont concentrés, dira-t-il, au niveau de l'Etat et des grandes sociétés publiques. Et avec des programmes d'investissements publics de 150 milliards de dollars pour l'équipement sur concours budgétaires et plus de 100 milliards de dollars pour Sonatrach et Sonelgaz. Constatant que l'Algérie se dirige vers une période de

«vaches maigres», M. Abdelatif Benachenhrou a estimé, ainsi, que les grands programmes d'investissements publics doivent être revus. Et cela même si les réserves importantes accumulées dans le Fonds de régulation des recettes permettent de contribuer à financer ce programme.

Les espaces budgétaires sont à discuter

Il s'agit, selon l'ancien grand argentier du pays, de «regarder à l'intérieur» de ces programmes pour voir si certains aspects ne sont pas indispensables et doivent être «rabortés» ou reportés à des dates ultérieures.

Pour l'intervenant, la discussion doit porter sur les arbitrages, les espaces budgétaires qui risquent de «ne pas être ceux qu'on souhaite». Des espaces qui sont impactés par les grands projets énergétiques même si une détente sur les prix des intrants est à prévoir. S'interrogeant sur la vocation de «l'argent public à financer des opérateurs qui peuvent

accéder à des ressources autres, M. Abdelatif Benachenhrou a affirmé que les dépenses publiques doivent être «regardées», concernant notamment les secteurs de la construction et de l'agriculture. Deux secteurs à fort impact social, grands pourvoyeurs d'emplois à travers la dépense publique mais dont «l'efficacité n'est pas celle souhaitée». Il est question toutefois, tempérera-t-il, de préserver ce qui peut être préservé. Comme il s'agit, fera-t-il remarquer, de «renforcer l'attractivité économique et financière du pays dont on a besoin en continu et d'attirer davantage d'investisseurs étrangers.

Voire, l'Etat doit se concentrer sur son rôle de «stratège», agissant sur le long terme et interventionniste, protégeant les couches sociales les plus vulnérables. Ceci dans le contexte où l'ouverture économique accroît inéluctablement les inégalités et où la pauvreté progresse, notamment dans les zones rurales reculées.

C. B.

Ils ont dit :

• **Ali Rezaïguia (directeur exécutif, DGC finances à Sonatrach)** : «Le groupe Sonatrach prévoit d'investir 65,3 milliards de dollars à l'horizon 2012 dont 45 milliards de dollars d'investissements déjà maturés et une vingtaine de milliards de dollars en option. Le coût global de 11 projets d'investissements dans le secteur de la pétrochimie s'élève à 28,632 milliards de dollars dont 20,045 milliards doivent être financés localement. En outre, les investissements à l'international sont évalués à 1,8 milliard de dollars.»

• **Noureddine Bouterfa (P-dg du groupe Sonelgaz)** : «Le groupe Sonelgaz compte investir 29 milliards de dollars à l'horizon 2017 pour le développement de ses capacités de production

et de distribution de l'électricité et du gaz. Des investissements de l'ordre de 15 milliards de dollars sont déjà lancés dont 30% sont assurés par des fonds propres du groupe.»

• **Slimane Nafaâ (directeur, Algerian Energy Company, AEC)** : «Le coût du programme de réalisation de 13 usines de dessalement de l'eau de mer (d'une capacité globale de 2,6 millions de m³) s'élève à 2,6 milliards de dollars. Avec 600 millions de dollars de capitaux investis dont 320 millions de dollars de capitaux étrangers et 280 millions de dollars de capitaux locaux. L'endettement généré par ces projets atteint 2 milliards de dollars dont environ 200 millions de dollars contractés auprès de banques étrangères.»

C. B.

COUVERTURE DES RISQUES DE CHANGE

Les banques publiques plaident pour une réflexion

Les banques publiques plaident pour une réflexion et la réactualisation du dispositif en matière de couverture des risques de change pour le financement de certains projets d'investissements énergétiques notamment.

C'est ce que les P-dg des deux banques publiques (BEA et CPA), MM. Mohamed Loukal et Mohamed Djellab, ont formulé hier à l'hôtel Hilton, lors d'une session plénière, au second jour des travaux de la 6^e Conférence stratégique internationale sur les opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie.

Selon ces banquiers, le financement bancaire du programme de dessalement de l'eau de mer et des autres projets énergétiques, sur la base du Project financing, reste contraint par la réglementation prudentielle en vigueur. Et cela

même si l'instruction émise en octobre 2007 par la Banque d'Algérie a assoupli quelque peu les conditions liées à la couverture des risques de change. Tout en maintenant la nécessité de l'aval de la Banque centrale, cette instruction a établi une distinction entre les prêts bancaires de type classique et ceux liés à ces projets énergétiques spécifiques.

En ce sens, MM. Mohamed Loukal et Mohamed Djellab ont relevé la nécessité d'une «réflexion» sur des mécanismes de couverture de ce type de risque, en associant l'ensemble des banques de la

place. Il s'agit, dira le premier manager du CPA, de régler le problème de la division des risques et d'œuvrer à la réactualisation du dispositif en vigueur.

En rappelant que le Project financing, selon les explications de la directrice engineering financier du groupe Sonelgaz, Amel Nour, est «un mode de financement basé sur la capacité d'un projet à générer des revenus suffisants pour couvrir les coûts opérationnels du projet, permettre le remboursement des prêts levés et assurer la rémunération des fonds propres».

A ce propos, le directeur exécutif finances du même groupe, M. Abdelkader Choual, s'est interrogé sur la capacité des banques nationales à prendre

en charge ce type de financement. D'autant que les banques publiques sont sous-capitalisées et souffrent de contraintes organisationnelles et que d'autres sources de financement doivent être explorées. Tout aussi critique, le directeur du cabinet d'ingénierie financière Strategica, M. Hachemi Siagh, a estimé qu'il n'y a pas de Project financing quand c'est l'Etat qui soutient. Voire, cet expert financier a appelé à réfléchir sur «un juste milieu» entre le financement extérieur absolu et celui local également absolu.

Même si pour M. Hachemi Siagh, le fait d'aller sur le marché international contribue à améliorer le rating de l'Algérie, d'autant que notre pays a réglé son problème d'endettement externe.

C. B.

CYBERPARC DE SIDI-ABDELLAH Opérationnel en 2013

Le Cyberparc de Sidi Abdallah ne sera totalement opérationnel que dans cinq années, soit en 2013. L'absence d'infrastructures de base pourrait être à l'origine d'un retard contrariant la stratégie des pouvoirs publics.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est le message-clé lancé par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, M. Hamid Bessalah, à l'occasion de la journée portes ouvertes sur le multilocataire (Cyberparc de Sidi Abdallah).

M. Bessalah a indiqué à l'ouverture de la journée portes ouvertes sur le multilocataire que «le Cyberparc doit avoir une vocation de synergie entre l'économie des TIC, la recherche et la création de petites entreprises innovantes, jouant ainsi le rôle de point focal pour les laboratoires nationaux de recherche en TIC».

A ce titre, il a déclaré que «l'on ne peut parler de construction d'une société basée sur la connaissance sans l'existence de produits innovants». M. Bessalah a exhorté à ce sujet les entreprises à réagir pour «satisfaire la forte demande engendrée par le plan stratégique e-Algérie 2013», précisant que le e-gouvernement qui a comme objectif la modernisation de l'administration publique, nécessite de nouvelles infrastructures, ainsi que le parachèvement des réseaux, soit «300 projets qui seront mis sur le marché».

Tout en qualifiant la période actuelle de «propice pour booster l'économie nationale», il a indiqué que «des aides seront accordées aux entreprises innovantes dans le cadre la formation, la revalorisation des ressources humaines et pour régler les problèmes liés à l'organisation».

A ce propos, M. Karcouche Sid-Ahmed, directeur général de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), a mis l'accent sur les différents bâtiments dont dispose le Syberparc et soutenu que «les assiettes de terrain sont disponibles pour l'implantation de projets dans le domaine des TIC».

Il a indiqué, à ce sujet, que l'ANPT a été destinataire de 25 propositions de projets, précisant que l'avantage est offert aux porteurs de projets innovants.

Autrement dit, le Cyberparc d'Alger est un parc technologique concurrentiel de classe mondiale qui offre une infrastructure de pointe et des services aux entreprises et institutions TIC. Pour les pouvoirs publics, il est considéré comme «une plaque tournante pour les TIC».

A. B.